



[Télécharger sous pdf](#) | [s'abonner gratuitement](#) | [Numéros précédents](#) disponible en [espagnol](#), en [portugais](#) et en [anglais](#)

MOUVEMENT MONDIAL POUR LES FORÊTS TROPICALES Bulletin Mensuel - Numéro 196 - Novembre 2013

NOTRE OPINION

- [Forêts, pétrole et énergie: il est temps de récupérer nos gouvernements !](#)

LA MENACE MONDIALE DU PÉTROLE ET LE CHEMIN VERS DES SOCIÉTÉS NON PÉTROLIÈRES

- [Le pétrole, un pilier de l'expansion du capitalisme](#)
Le pétrole est le résultat de l'action de millions d'années sur des restes d'animaux et de plantes recouverts d'argile, de terre et de minéraux. Transformé en « combustible fossile » à l'époque moderne, c'est un des piliers de l'économie mondialisée et un produit stratégique pour l'expansion du capitalisme, qu'il accompagne avec ses séquelles tragiques d'inégalité, de guerre et de destruction, pour construire la « civilisation du pétrole ».
- [Du pétrole dans les forêts : le cas de l'Équateur](#)
Tandis que l'exploration et l'exploitation du pétrole sont des causes directes et indirectes de déforestation, les grandes concessions pétrolières menacent beaucoup de régions de forêt tropicale. Le cas de l'Équateur est remarquable : l'opposition et la résistance y ont abouti à des propositions proactives pour la vie et contre la mort que répand la production pétrolière.
- [Les échanges inégalitaires et pervers entre le Nigeria et les pouvoirs colonialistes des transnationales : des combustibles fossiles aux plantations de palmiers à huile et à REDD](#)
Une histoire d'échanges inégalitaires de « produits » : huile de palme, charbon, pétrole, huile de palme encore et, plus récemment, l'invention dénommée « crédits de carbone ». Tous jouent un rôle dans le processus historique de pillage lucratif pratiqué par de grandes entreprises britanniques, néerlandaises et d'ailleurs, qui se sont intéressées à l'énergie et à d'autres « ressources » naturelles du Nigeria pour accroître leurs profits tout en créant une demande toujours plus grande en faveur d'un modèle de production industrialisée et de consommation fondé sur l'utilisation non durable de combustibles fossiles
- [Des sociétés non pétrolières : pour défendre les forêts et les droits des peuples, pour l'harmonie entre les êtres humains et avec la nature](#)
Les activités pétrolières, dans toutes leurs étapes, ont des effets sur la société et l'environnement, aux niveaux local et mondial. C'est pourquoi il est devenu impératif de parler de la non-exploitation du pétrole pour les organisations et les mouvements sociaux qui voyaient leurs territoires dévastés par l'extraction de combustibles fossiles. Cette nouvelle option doit se fonder sur la souveraineté énergétique, comme une occasion pour que les pays et les peuples maîtrisent leur espace, leur culture et leur avenir, et elle inclut la maîtrise de tout le processus

énergétique à partir d'énergies non polluantes, décentralisées, renouvelables, diverses et à faible impact.

LES GENS SE METTENT À L'OEUVRE

- Des organisations africaines exigent à Obama de cesser de promouvoir l'énergie polluante par l'intermédiaire de Power Africa
- Équateur : référendum sur le Yasuní
- Actions en Afrique contre l'énergie polluante. Déclaration de Calabar contre l'expansion industrielle du palmier à huile dans l'Afrique
- Des femmes amazoniennes défendent la forêt contre le danger du pétrole

RECOMMANDATIONS

- Le silence est une trahison. En souvenir de Saro-Wiwa et d'autres martyrs
- Pétrole sanglant
- Pour cuisiner un continent
- Guide du lobbying des transnationales pendant la CdP 19. Les escrocs du climat et les complices du gouvernement
- Pourquoi lutter contre la fracturation hydraulique ?
- Plantations d'eucalyptus pour produire de l'énergie : étude de cas sur les plantations de Suzano pour l'exportation de pellets de bois dans la région du Baixo Parnaíba, Maranhão, Brésil

NOTRE OPINION

- Forêts, pétrole et énergie: il est temps de récupérer nos gouvernements !

Tous ceux qui luttent pour la justice environnementale et sociale doivent se souvenir que, le 10 novembre 1995, la junte militaire nigériane a exécuté Ken Saro-Wiwa et huit autres leaders du peuple Ogoni. Ils luttèrent et résistèrent contre les graves effets négatifs que l'extraction de pétrole avait pour leurs communautés, alors qu'ils défendaient leurs territoires et leurs moyens de vie. Cela ne doit jamais être oublié.

Pour cette raison, le réseau Oilwatch et le Mouvement mondial pour les forêts tropicales (WRM) ont décidé de dédier le numéro de novembre du bulletin électronique du WRM au combat de Saro-Wiwa et de ses camarades, et à donner plus de visibilité aux nombreux autres combats qui se livrent dans le monde entier contre la très destructrice industrie pétrolière, en se concentrant essentiellement sur ceux qui concernent les forêts et les communautés qui en dépendent.

La transition vers une ère sans combustibles fossiles est devenue plus qu'urgente. Cependant, nous devrions réfléchir sur ce modèle pris comme un tout, pour éviter qu'il ne mette en danger nos moyens de vie ou n'augmente les injustices dues aux fausses solutions de l'«énergie renouvelable », comme les agrocombustibles, que nous proposent les gouvernements au niveau international.

L'extraction de pétrole dans les zones de forêt tropicale est peut-être l'une des activités les plus contradictoires et les plus violentes que l'on puisse imaginer, pour la forêt tropicale et pour les communautés qui en dépendent. La capacité de contamination du pétrole, pour un écosystème aussi riche en biodiversité mais aussi si fragile, est trop grande pour être exprimée par des mots. C'est aussi vrai pour le niveau de répression, souvent avec la participation de militaires, dont souffrent les communautés quand elles réagissent contre les activités terriblement lucratives des géants pétroliers. Les entreprises peuvent être privées, publiques ou mixtes, mais la répression est la même et produit des victimes jour après jour. Les groupes industriels pétroliers et énergétiques sont en général parmi les premiers du monde. Ils sont fortement appuyés par les gouvernements particulièrement intéressés par les royalties, officielles ou pas, qu'ils peuvent obtenir de ces mêmes groupes, tout en répétant les mêmes choses vagues ou fausses : qu'en soutenant l'extraction de pétrole, ils favorisent le « développement » et l'« allègement de la pauvreté ». Même lorsque, dans quelques cas, les communautés et la population obtiennent des bénéfices, les dégâts entraînés par l'extraction de pétrole continuent à être insupportablement graves si l'on tient compte de tous les impacts qu'elle provoque maintenant et qu'elle provoquera dans le futur.

Il n'est pas surprenant que l'initiative Yasuni de maintenir le pétrole dans le sous-sol dans une zone déterminée du pays concerne précisément une région de forêt tropicale unique, d'une importance et d'une diversité énormes. Mais en août de cette année, le gouvernement équatorien a déclaré qu'il se voyait obligé à commencer l'exploitation de pétrole dans cette zone, en affirmant que seraient appliquées « les meilleures méthodes » pour causer « des effets négatifs minimes ». Le président Raphaël Correa a expliqué qu'il se voyait obligé à extraire du pétrole parce que les gouvernements n'avaient manifesté aucun intérêt à financer la proposition de non-extraction, ce qui aurait compensé en partie les revenus « non-générés ». Ce que Correa a oublié, c'est l'opinion des nombreuses personnes qui avaient pleinement appuyé l'initiative, en Equateur et partout ailleurs.

L'initiative Yasuni a éveillé un énorme intérêt et elle a été reconnue par les personnes, les organisations et les mouvements qui luttent pour un monde plus juste dans les domaines social et environnemental. La décision du gouvernement équatorien est donc un exemple de la façon perverse qu'a notre monde de fonctionner aujourd'hui : nos gouvernements sont devenus captifs des grandes sociétés industrielles dont les bénéfices et les revenus sont considérés comme plus importants que les véritables problèmes des gens et de l'environnement.

Il est indispensable de libérer nos gouvernements le plus tôt possible. Les peuples doivent récupérer leurs gouvernements !

Le pétrole est une menace mondiale et, comme principal facteur déterminant du réchauffement mondial, il est en train de provoquer des catastrophes un peu partout, bien au-delà des communautés qui vivent sur les territoires pétrolifères. Les récents désastres aux Philippines, en Somalie et même au Canada peuvent être attribués aux conséquences de l'utilisation insensée de combustibles fossiles, bien que les scientifiques disent qu'ils ne peuvent tirer une telle conclusion de façon définitive.

Ne sommes-nous pas, par hasard, en pleine époque de responsabilité environnementale et sociale des entreprises ? Notre ère n'est-elle pas celle de REDD+, qui a placé les forêts au centre du débat environnemental ? Pourquoi le monde ne peut-il écouter ce que dit la sagesse des propriétaires des forêts ? Chaque jour, davantage de preuves démontrent que REDD+ est une fausse solution, parce qu'elle intègre l'idée de « compenser » la destruction et la pollution grâce à la préservation d'un autre endroit, ce qui finit par provoquer davantage d'émissions, plus de destruction de forêts et plus d'accaparement de terres.

L'extraction de pétrole est une des causes directes et indirectes de déforestation que le système REDD+ laisse intactes, tandis que quelques entreprises pétrolières sont déjà en train de tirer profit de projets de type REDD qui se sont transformés en une partie de leurs affaires. Acre, au Brésil, est un des endroits du monde où REDD a le plus avancé. Maintenant, les activités d'extraction pétrolière arrivent à Acre, comme elles le font dans d'autres régions de forêts protégées du Brésil et de l'Amazonie. Nous pouvons affirmer sans crainte de nous tromper que REDD+ et le pétrole ne sont pas contradictoires : ils vont main dans la main, derrière le rideau de fumée que représente la responsabilité sociale d'entreprise et comme partie de l' « économie verte ». Alors que le discours vertit, les violations des droits des gens restent inchangées.

Ce bulletin réfléchit aussi sur le vrai problème de l'énergie et sur le type d'énergie que nous voulons pour le futur. Que pouvons-nous apprendre des communautés de la forêt qui conservent encore leur autonomie et ne dépendent pas de nos systèmes de génération et de distribution d'énergie, centralisés et dirigés par des entreprises ? La mort de Ken et de ses camarades, il y a 18 ans au Nigeria, n'aura pas été vaine si nous parvenons à concentrer « notre énergie » dans la construction de mouvements plus larges dans tous les pays, et à nous relier dans des réseaux et des mouvements forts, mondiaux et locaux, pour édifier des moyens de vie et des formes d'énergie qui soient justes pour la société et l'environnement. Si nous le faisons, nous serons certainement sur le chemin qui nous conduira à récupérer nos gouvernements !

OILWATCH & WRM

[index](#)

LA MENACE MONDIALE DU PÉTROLE ET LE CHEMIN VERS DES SOCIÉTÉS NON PÉTROLIÈRES

- Le pétrole, un pilier de l'expansion du capitalisme



Le pétrole est le résultat de l'action de millions d'années sur des restes d'animaux et de plantes recouverts d'argile, de terre et de minéraux. Transformé en « combustible fossile » à l'époque moderne, c'est un des piliers de l'économie mondialisée et un produit stratégique pour l'expansion du capitalisme, qu'il accompagne avec ses séquelles tragiques d'inégalité, de guerre et de destruction, pour construire la « civilisation du pétrole ».

Le pétrole est un mélange homogène de composés organiques qui, comme le charbon et le gaz naturel, se forma il y a environ 300 millions d'années, pendant le Carbonifère de la période géologique dénommée Paléozoïque. Transformé en « combustible fossile » à l'époque moderne,

le pétrole est le résultat de l'action de millions d'années sur des restes d'animaux et de plantes couverts par de l'argile, de la terre et des minéraux, soumis à de fortes pressions, à des températures élevées et à l'action de bactéries anaérobies, c'est-à-dire qui ne peuvent se développer que dans des milieux dépourvus d'oxygène.

Pour parvenir aux gisements de pétrole du sous-sol terrestre ou marin, et l'extraire, il est nécessaire d'effectuer des forages. Mais auparavant il y a un travail d'exploration (prospection) qui comporte l'utilisation d'instruments de haute précision, l'intervention de géologues, de géophysiciens et d'ingénieurs, la construction de routes et de systèmes de communication, la mobilisation de véhicules et d'hélicoptères, l'installation de campements et de laboratoires. Parmi les diverses méthodes de prospection figure la sismographie : on fait exploser des charges de dynamite dans des puits de peu de profondeur, et on enregistre les ondes reflétées dans les couches profondes avec des sismographes combinés avec des appareils photographiques. Une autre technique est l'exploration en profondeur : après avoir foré des puits profonds on analyse des échantillons du terrain pris à des profondeurs diverses et on étudie leurs caractéristiques.

Pour extraire le pétrole on continue d'utiliser essentiellement la même technique de pompage mise au point en 1859 par Edwin L. Drake, de Pennsylvanie, États-Unis. Il jeta les bases de l'industrie pétrolière et ouvrit la voie à l'ère industrielle. Les gisements de pétrole peuvent se trouver des milliers de mètres au-dessous de la surface (le plus souvent entre 3 000 et 4 000 mètres, mais il existe des puits de 5 000 ou 6 000 mètres de profondeur). Lorsque le forage parvient au gisement, la différence de pression fait sortir le pétrole sous sa forme visqueuse, et il est collecté par l'intermédiaire des tours pétrolières. Telle est la production primaire, qui peut durer des années, mais lorsque la pression diminue on utilise des pompes pour continuer d'extraire le brut. Le liquide obtenu est transporté par des oléoducs ou dans des bateaux pour être ensuite raffiné. [1]

Le désastre environnemental que provoquent aussi bien les puits de pétrole que les cheminées où l'on brûle les gaz générés par l'extraction du cru ou les oléoducs qui le transportent est tristement célèbre. Les communautés nigérianes en sont témoins : elles vivent autour du gaspillage que représente le brûlage du gaz du pétrole que font les entreprises pour des raisons purement économiques. Dans la région du delta du Niger, plus de 2 milliards de pieds cubes de gaz sont brûlés chaque jour. Les flammes géantes injectent dans l'air d'énormes quantités de gaz à effet de serre et de substances toxiques. Nnimmo Bassey, d'Oilwatch, raconte : « Pas un souffle d'air frais aux alentours de ces flammes. Elles causent de l'asthme, des bronchites, des cancers et des maladies du sang. Elles provoquent aussi des pluies acides qui tombent sur le sol, sur la végétation, sur les édifices et sur les gens » [voir le bulletin n° 133 du WRM]. Les oléoducs ont ouvert la forêt aux déprédateurs, tandis que les déversements, la combustion permanente de gaz et les incendies de forêts font partie de la vie quotidienne des communautés auxquelles le pétrole n'a apporté que davantage de misère.

La technologie a permis aussi d'extraire du pétrole du fond des mers ; les puits marins produisent environ 25 % du pétrole extrait dans le monde. Au moyen d'équipements sophistiqués, d'installations sous-marines et de haute mer, grâce à des plateformes pétrolières flottantes ou ancrées au fond, on parvient à des profondeurs de plus de 1 000 mètres. L'exploitation du pétrole au large (off-shore) s'est accompagnée de catastrophes environnementales, dues aux déversements de pétrole et de produits chimiques toxiques dans l'eau et à la libération de gaz nocifs dans l'atmosphère, qui déciment la vie marine environnante et, ce faisant, portent atteinte dans certains cas à la souveraineté alimentaire des populations de pêcheurs.

Une fois raffinés, le pétrole et ses dérivés parcourent un grand réseau de distribution et de

commercialisation qui comporte des intermédiaires, des distributeurs en gros et au détail, des entrepôts et des points de vente ; ce transport sur toute la planète comporte aussi des risques. [2]

La carte du pétrole

Bien que la plupart des réserves de pétrole soient petites, une poignée de réserves de grandes dimensions contiennent presque tout le pétrole du monde ; elles se concentrent dans certaines régions (les provinces pétrolières) où se sont formés les bassins de sédimentation où le pétrole et le gaz sont emmagasinés dans des champs et des gisements.

Près de 86 % du pétrole mondial se trouve dans 23 provinces pétrolières. D'après d'autres données, une quinzaine de pays produisent 75 % du pétrole et possèdent 93 % des réserves. Plus de la moitié des réserves de pétrole prouvées sont au Moyen-Orient, où l'Arabie Saoudite possède le plus grand puits du monde, Al-Ghawar. L'Irak, le Koweït et l'Iran ont eux aussi des puits géants.

En Amérique du Nord, les États-Unis ont été le plus grand producteur de pétrole du monde et certains gisements sont en train de diminuer, mais on croit que le pays possède encore d'importantes réserves à découvrir. Le Mexique est un des dix premiers producteurs mondiaux de pétrole, mais son principal gisement est en train de s'épuiser. Le Canada a commencé à exploiter les énormes gisements de sable bitumineux (tar sands) de l'Athabasca, dans la province d'Alberta, situés sous 141 000 km² de forêts et de tourbières.

Une nouvelle frontière pétrolière : le sable bitumineux

Dans le nord de la province d'Alberta, sous une étendue des dimensions de la Floride, se trouvent les sables bitumineux, un mélange de sable, d'argile et d'un brut lourd ou substance goudronnée qu'on appelle bitume.

Pour extraire le bitume on élimine toute la végétation du terrain, comme on fait pour n'importe quelle mine à ciel ouvert. C'est ainsi que la production de pétrole à partir du sable bitumineux a dévasté le delta de l'Athabasca, ses forêts intactes et ses fleuves et lacs jamais souillés auparavant, transformant la région en un vaste horizon déboisé, couvert de mines à ciel ouvert et d'eau polluée.

Une fois le bitume séparé du sable, il est soumis à des processus de raffinage dans de gigantesques installations fumantes qui polluent l'atmosphère. Les eaux usées sont déversées dans d'énormes étangs de boues toxiques, visibles même de l'espace.

Le processus consomme un volume d'eau très considérable : pour chaque baril de pétrole il faut entre 2 et 6 barils d'eau. À l'heure actuelle, l'industrie est autorisée à détourner 652 millions de mètres cubes d'eau douce par an, soit 80 % de la rivière Athabasca. Près de 1,8 million de mètres cubes de cette eau se transforment chaque jour en eaux usées fortement toxiques qui, par filtration, sont en train de polluer l'Athabasca et les nappes phréatiques, arrivant jusqu'aux territoires de peuples indigènes ; ceux-ci ont dénoncé l'apparition de cancers peu fréquents et virulents chez plusieurs membres de la communauté. De même, on a trouvé des malformations et des tumeurs dans du gibier et des poissons.

En Amérique du Sud, le Venezuela se distingue comme premier exportateur de pétrole et il possède la plus grande réserve de pétrole après celle de l'Arabie Saoudite. Le Brésil est le deuxième producteur d'Amérique du Sud et la plupart de ses réserves sont dans l'océan Atlantique.

Les réserves de pétrole du Royaume-Uni dans la mer du Nord sont les plus grandes de l'Union européenne ; le pays est un important producteur mais sa production a diminué et il est maintenant un importateur net de pétrole. La Russie a d'importantes réserves, et les meilleures possibilités de trouver de nouveaux gisements.

Dans le sud de l'Australie on a récemment trouvé un gigantesque gisement de pétrole bitumeux qui pourrait mettre ce pays au niveau de l'Arabie Saoudite en matière de production pétrolière.

En Afrique, l'attrait du pétrole bon marché – essentiellement parce qu'on l'extrait sans s'occuper des coûts écologiques et sociaux – et l'intense processus d'investissement de capitaux dans la région, qui suppose l'usurpation de vastes territoires, ont permis aux puits de pétrole d'avancer dans l'est et dans le sud du continent, déstabilisant des gouvernements et divisant les populations. Tandis que la fièvre du gaz et du pétrole attaque les magnats de Tanzanie, du Mozambique, de Madagascar, du Tchad, de Mauritanie, d'Éthiopie, d'Érythrée, de Somalie, etc., les communautés locales ne sont jamais informées de ce qui va leur arriver. C'est ce qui s'est passé dans le cas du Gazoduc d'Afrique occidentale (WAGP), où même les normes environnementales de la Banque mondiale n'ont pas été respectées. Ainsi, les pauvres continuent de subventionner le pétrole au prix de leur qualité de vie et de la dégradation extrême de l'environnement [voir le bulletin n° 133 du WRM].

D'autre part, face à l'épuisement graduel de quelques gisements, les entreprises pétrolières ont mis au point de nouvelles techniques qui leur permettent d'accroître l'exploitation en avançant sur des zones lointaines, auparavant inaccessibles, de la mer (comme dans le cas du gisement de Tupi en eaux profondes au Brésil), sur les régions arctiques et sur les forêts tropicales, modifiant et détruisant des écosystèmes fragiles, augmentant considérablement les émissions de carbone et aggravant ainsi le changement climatique.

La technique non conventionnelle de la fracturation hydraulique (fracking), qui consiste à élargir par pression les fractures du substrat rocheux de manière à favoriser l'écoulement vers l'extérieur du pétrole qui s'y trouve piégé, ouvre de nouvelles frontières à l'exploitation pétrolière et aux dangers qu'elle comporte pour l'environnement. Cette technique comporte une énorme consommation d'eau mais, en plus, les nombreux composés chimiques employés pour favoriser la dissolution de la roche finissent par polluer aussi bien le sol que les aquifères souterrains. D'autre part, il s'agit d'une technique « de force brute » suit un processus non linéaire et chaotique qui peut fracturer des nappes d'eau et d'autres puits de pétrole et de gaz.

Le rôle du pétrole

Le pétrole est aujourd'hui un des piliers de l'économie mondialisée et un produit stratégique pour l'expansion du capitalisme. Avec ses innombrables dérivés, résultat des transformations chimiques que permet l'industrie pétrochimique (plastiques, fibres synthétiques, détergents, médicaments, conservateurs d'aliments, caoutchouc synthétique, produits chimiques pour l'agriculture, etc.), le

pétrole façonne la civilisation pétrolière et ses séquelles tragiques de guerre et de destruction.

Bien qu'il ait été utilisé depuis l'antiquité par les Sumériens, les Babyloniens, les Égyptiens et, plus récemment, par les indiens américains à des fins diverses (dans la construction, comme médicament, comme combustible pour des lampes, pour la protection des canoës), c'est à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e, dans le cadre de la révolution industrielle, que son utilisation s'est imposée pour l'élaboration de carburants (essence et substances pétrochimiques), déplaçant le charbon. À cette époque-là est apparue aux États-Unis la Standard Oil de Rockefeller, la plus grande entreprise de raffinage, de vente et de distribution de pétrole du monde ; jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale, ce pays a été le principal producteur et consommateur de pétrole.

Le pétrole a joué un rôle décisif dans le déroulement et le dénouement de la Première Guerre mondiale, puisqu'il faisait fonctionner les nouveaux chars d'assaut, les bateaux et les sous-marins, et les premiers avions de guerre utilisés pour la reconnaissance, l'attaque et le bombardement. À l'époque, la production des États-Unis, loin du champ de bataille, est passée de 33 000 tonnes en 1913 à 44 000 tonnes en 1917 et à 62 000 tonnes en 1920. Pendant l'après-guerre l'industrie pétrolière s'est développée, ainsi que celle du gaz naturel, déplaçant définitivement le charbon. [3]

En 1938, la production mondiale de pétrole était de 276 000 tonnes ; elle a atteint les 370 000 tonnes en 1946, du fait de la Deuxième Guerre mondiale. Entre 1950 et 2000, la production mondiale de brut a quintuplé. En 2012, la consommation mondiale a été en moyenne de 89 millions de barils, soit 30 % plus qu'en 1992, et les émissions de carbone correspondantes ont atteint 14 110 millions de tonnes.

Le pétrole, avec tous ses dérivés et applications, a permis au grand capital, grâce aux tracteurs motorisés, aux avions légers, aux scies à chaîne et aux produits agricoles chimiques qu'il alimente, de se lancer dans l'expansion de l'agro-industrie pour la production massive et industrialisée d'aliments et de bois. Ce déploiement d'outils de production a avantage les grands monopoles pétroliers, à commencer par « les Sept Sœurs » : l'Anglo-Persian Oil Company (devenue BP), la Gulf Oil, la Standard Oil of California (SoCal) et la Texaco (devenues Chevron), la Royal Dutch Shell, la Standard Oil of New Jersey (Esso) et la Standard Oil Company of New York (Socony), devenues Exxon Mobil. Ces entreprises ont dominé l'affaire du pétrole jusqu'au début des années 1960. Une fois créée l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), l'influence de ces entreprises a diminué. Plus tard, grâce à une série de fusions, il en resté quatre : Exxon Mobil, Chevron, Royal Dutch Shell et BP, mais leur capital est bien supérieur à celui que possédaient les Sept Sœurs. [4]

L'affaire du pétrole a laissé dans son sillage une déforestation vertigineuse, elle a perturbé et détruit des écosystèmes, démantelé la vie paysanne et la souveraineté alimentaire de nombreuses communautés. Andrés Barreda l'exprime avec clarté : « La période néolibérale est celle qui a brûlé le plus d'énergie dans toute l'histoire de l'humanité. La consommation et le gaspillage d'énergie et de matériaux que font l'industrie, les villes et la campagne capitalistes augmentent de façon démesurée ; cela s'applique tout particulièrement à la consommation d'énergie des réseaux de transport intermodal du monde, qui comptent près d'un milliard de véhicules, et du réseau électro-informatique multimodal des ordinateurs, téléphones portables, etc., qui composent l'automate mondial actuel, constituant ainsi une économie capitaliste voracement dépendante d'une augmentation permanente de la production et de la consommation des trois sources d'énergie fossiles : le pétrole, le gaz et le charbon ».

La malédiction du pétrole

Dans les pays du Sud qui ont longtemps été victimes de la colonisation et encerclés pour les rendre dépendants, le pétrole est souvent une malédiction dont l'expression maximale se trouve dans les pays d'Afrique. Les populations du Koweït, du Nigeria, de l'Angola, de la République du Congo, du Gabon, tous des pays pétroliers de la région, ont été et sont toujours victimes de la « malédiction » du pétrole, qui ne leur a apporté aucune richesse.

Dans le delta du Niger, les cas de cancer, d'infertilité, de leucémie, de bronchite, d'asthme, de mortalité infantile, de malformations des bébés et d'autres problèmes associés à la pollution sont d'une fréquence inusitée. Les communautés doivent constamment faire face aux conséquences des déversements de pétrole, du brûlage de gaz et d'autres menaces qui proviennent des activités d'exploitation. Parmi les entreprises pétrolières qui fonctionnent dans le delta du Niger, Shell a été la plus notoire du fait des violations des droits de l'homme que les communautés ont subies : les forces de sécurité engagées par l'entreprise ont avancé sur elles avec armes et chars d'assaut, tuant des centaines de personnes dont des femmes et des enfants, rasant des villages entiers et mutilant des milliers de personnes, à l'époque où Saro-Wiwa a éveillé la conscience de la nation et de la communauté internationale sur l'injustice environnementale en Ogoniland [voir le bulletin n° 152 du WRM].

Autour de l'industrie pétrolière – et de l'industrie minière – le capitalisme a organisé la production industrielle de la plupart des substances et énergies pernicieuses qui saturent aujourd'hui non seulement les dépotoirs mais aussi les systèmes hydriques, l'atmosphère et, finalement, le climat de la planète.

Les compagnies pétrolières, tout en promettant la responsabilité sociale, des contrôles et des mesures de sécurité appropriées et l'application des meilleures méthodes, agissent en toute impunité ; leurs violations des droits de l'homme et leurs atteintes à l'environnement sont de taille à constituer des crimes contre la nature et contre l'ensemble de l'humanité. Les géants pétroliers ont tant de pouvoir que les États peuvent difficilement les obliger à assumer la responsabilité de leurs actes afin de protéger la population ou la nature. Même lorsqu'il y a une réponse judiciaire, celle-ci ne suffit souvent pas à satisfaire les réclamations des communautés concernées, dont les valeurs, la culture ou les droits coutumiers n'ont pas de place dans les systèmes juridiques. Tel est le cas des sites sacrés, des notions de propriété communautaire de la terre, ou des Droits de la Nature que la constitution équatorienne a incorporés. [5] Pour le peuple U'wa qui habite les forêts de l'est de la Colombie, le pétrole est le sang de la Terre-mère et l'extraire est une profanation : « Nous savons que le riowa [l'homme blanc] a mis un prix à tout ce qui est vivant et même à la pierre ; il commerce avec son propre sang et veut que nous fassions la même chose dans notre territoire sacré avec la ruiria, le sang de la terre, qu'ils appellent pétrole. Tout cela est étranger à nos coutumes ». [6] C'est pourquoi ils ont eu un long conflit avec l'État colombien et l'entreprise états-unienne Occidental Petroleum (OXY) que le gouvernement a autorisée à mettre en œuvre un projet pétrolier au cœur du territoire U'wa ; ils ont subi la répression et la mort.

Les communautés s'opposent à l'extraction pétrolière qui empoisonne leurs terres, leurs eaux et leur atmosphère. Elles ne veulent plus vivre au milieu de déversements de pétrole, de grandes flammes de gaz et des troubles économiques et sociaux que l'industrie laisse sur son passage. Elles ne veulent plus la déforestation que provoque cette industrie. Et elles demandent que le pétrole brut reste enfoui dans la terre à laquelle il appartient. Cette réclamation se répand autour du monde et comprend aussi le gaz et le charbon.

Tout indique que l'humanité se retrouve devant un danger imminent, conséquence directe du modèle dominant de l'actuelle « civilisation du pétrole » dont les modes de production, de

commercialisation et de consommation s'imposent aux grandes majorités et ne profitent qu'à une minorité. Le style de vie occidental et urbain dépend d'une forte consommation d'énergie qui comporte une énorme injustice sociale et environnementale. D'après les chiffres d'un rapport récent des Amis de la Terre sur l'énergie [7], 1 300 millions de personnes, soit un cinquième de la population mondiale, n'ont pas accès à l'énergie électrique. La consommation d'énergie par personne aux États-Unis et au Canada est près du double de celle d'Europe ou du Japon, plus de dix fois celle de Chine, presque 20 fois celle de l'Inde et environ 50 fois celle des pays les plus pauvres de l'Afrique subsaharienne.

En Camisea, au Pérou, Pluspetrol met en danger les peuples indigènes en isolement volontaire et prétend être récompensée par un projet REDD+

Depuis 2004, un consortium dirigé par l'entreprise pétrolière et gazière d'Argentine Pluspetrol exploite les gisements de gaz de Camisea, au Pérou, à l'intérieur de la Réserve Kugapakori-Nahua-Nanti. L'entreprise prévoit maintenant de perforer de nouveaux puits, de construire une extension de gazoduc de 10,5 km et de faire des essais sismiques sur des centaines de kilomètres carrés, dans le cadre d'une expansion massive de ses activités. Bien que le projet n'ait pas encore été approuvé par le ministère péruvien de l'Énergie et des Mines, le Forest Peoples Programme (FPP) a dénoncé que les photos qui figurent dans un rapport interne d'une agence gouvernementale péruvienne montrent des défrichages illégaux dans la réserve qui est censée protéger les peuples indigènes en isolement volontaire et en situation de contact initial.

D'après une évaluation d'impact environnemental (EIE) du projet, Pluspetrol reconnaît que le contact avec les peuples indigènes en isolement volontaire est « probable » pendant les opérations, que ces personnes étant généralement très vulnérables au contact des « morts massives » peuvent avoir lieu, et que l'expansion aura ou pourrait avoir des impacts considérables pour des raisons très diverses (pour en savoir plus sur les peuples en isolement volontaire voir le bulletin n° 194 du WRM).

Pour incroyable que cela paraisse, en plus d'accroître ses opérations en Amazonie Pluspetrol veut être « récompensée » par un projet REDD+ qui lui rapporterait des crédits de carbone grâce aux zones boisées de la réserve qui resteraient debout (voir Masking the Destruction: REDD+ in the Peruvian Amazon <http://wrm.org.uy/books-and-briefings/masking-the-destruction-redd-in-the-peruvian-amazon/>).

Or, les populations les plus vulnérables – celles, précisément, qui ont le moins accès aux utilisations et applications du pétrole – sont les plus touchées par le changement climatique provoqué par les émissions mondiales de gaz à effet de serre, dont 57 % correspondent au dioxyde de carbone libéré par l'utilisation de combustibles fossiles.

D'autre part, l'idée a été imposée aux « sociétés du plastique » que le pétrole est une source d'énergie indispensable, centralisée par des multinationales qui la trouvent financièrement lucrative, tout simplement parce qu'elles ne comptabilisent pas les désastres écologiques et sociaux qu'elle provoque.

La transition vers des sociétés justes et saines du point de vue environnemental et social, y compris en matière d'énergie, s'avère de plus en plus urgente, mais il ne suffit pas de changer de sources d'énergie. Si restent en place les puissants intérêts économiques, politiques et financiers qui sous-

tendent l'engrenage pétrolier, si l'injustice persiste, si on continue à tout faire à grande échelle, si la capacité est dépassée, n'importe quelle énergie renouvelable peut devenir aussi pernicieuse que le pétrole.

Il faut miser sur des sociétés solidaires qui mettent en marche des mouvements sociaux et sur le pouvoir qu'elles pourront ainsi accumuler pour sortir l'humanité de la voie néfaste qu'elle suit à l'heure actuelle car, autrement, tout le monde sera perdant.

Raquel Núñez, WRM, raquelnu@wrm.org.uy

[1] El petróleo, <http://www.elpetroleo.50webs.com/perforacion.htm>.

[2] “Sueños de oleoductos y tuberías”, Isaac Osuoka, Oilwatch Africa, dans “Fluye el petróleo, sangra la selva”, Oilwatch, <http://www.oilwatch.org/documentos/libros>.

[3] “Petróleo, el combustible del capitalismo”, María Ibáñez, <http://www.enlucha.org/site/?q=node/831>.

[4] “Manipulaciones y zarandeos de la actual civilización petrolera mundial”, Andrés Barreda, rapport pour Oilwatch, <http://www.oilwatch.org/component/content/article/118-varios/documentos/131-manipulaciones-y-zarandeos-de-la-actual-civilizacion-petrolera-mundial#sdfootnote14sym>.

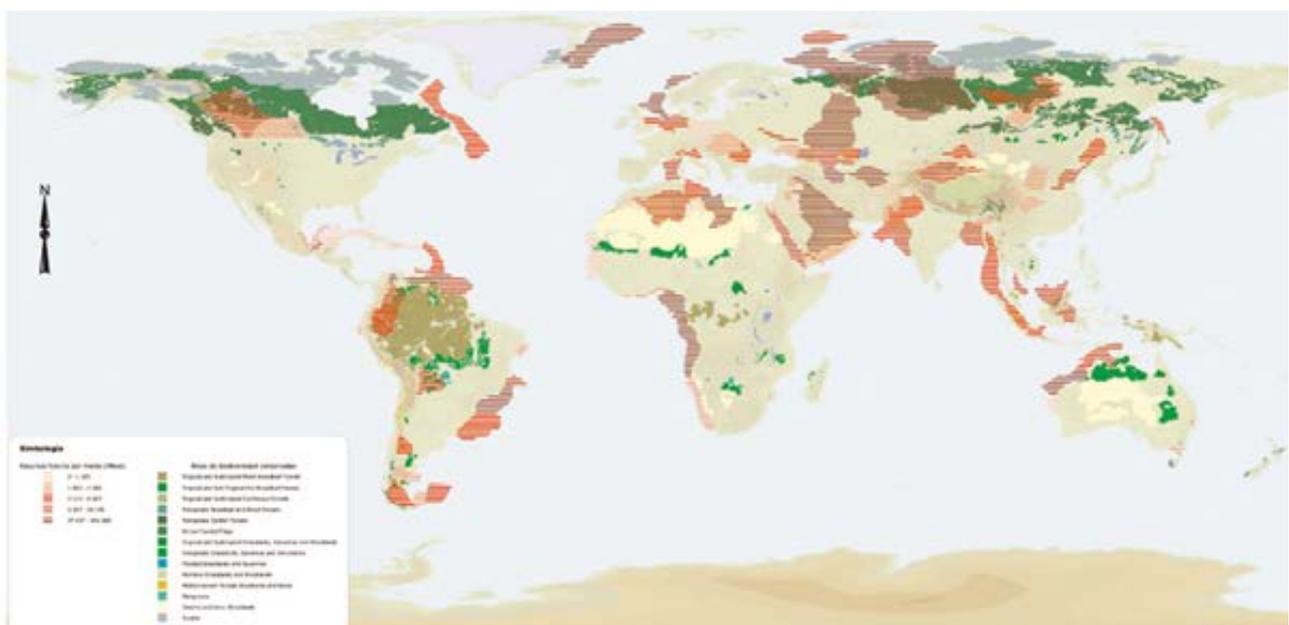
[5] “Digging for dirty oil. Reviewing corporate oil liabilities and EJO legal strategies for environmental justice”, EJOLT, October 2013, <http://www.ejolt.org/2013/10/digging-for-dirty-oil-reviewing-corporate-oil-liabilities-and-ejo-legal-strategies-for-environmental-justice/>.

[6] “Carta de los U'wa al mundo”, http://www.asociacion.ciap.org/IMG/pdf/Carta_U_Wa.pdf.

[7] “Good energy, bad energy”, <http://www.foei.org/en/good-energy-bad-energy>.

[index](#)

- Du pétrole dans les forêts : le cas de l'Équateur



Tandis que l'exploration et l'exploitation du pétrole sont des causes directes et indirectes de

déforestation, les grandes concessions pétrolières menacent beaucoup de régions de forêt tropicale. Le cas de l'Équateur est remarquable : l'opposition et la résistance y ont abouti à des propositions proactives pour la vie et contre la mort que répand la production pétrolière.

Le pétrole a toujours été extrait sans tenir compte du prix que doivent payer la population locale et l'environnement dans le processus. Ainsi, l'extraction pétrolière est devenue une cause directe de la déforestation de grandes surfaces de forêt tropicale où gisent quelques-uns des dépôts de pétrole et de gaz les plus prometteurs du monde ; l'ensemble de la forêt en a été dégradé en raison des effets de cette activité sur l'eau, l'air, la faune et la végétation.

En outre, le forage de pétrole constitue une cause sous-jacente de déboisement et de dégradation des forêts parce qu'il ouvre ces dernières à l'exploitation du bois et à l'affectation du sol à l'agriculture et l'élevage.

Au Brésil, en Colombie, en Équateur, au Pérou, en Bolivie et au Nigeria, l'activité pétrolière est intense dans des zones de forêt ravagées par la déforestation ; celle-ci a été causée non seulement par le forage mais aussi par la construction de routes destinées à permettre de chercher du pétrole dans des régions lointaines. Le plus souvent, les déchets toxiques sont déchargés dans les rivières locales et la rupture des oléoducs produit en permanence des fuites et des déversements de pétrole.

Le pétrole dans l'Amazonie équatorienne

En Équateur, les actuelles campagnes d'exploration se concentrent dans le nord de la région amazonienne, particulièrement au pied de la Cordillère orientale. Cette zone est le territoire ancestral des peuples indigènes Cofan, Siona, Secoya et Waorani. C'est aussi le territoire des Napo-Quichuas et de diverses familles Shuar qui s'y sont établies au moment de l'apogée du caoutchouc. Il y a aussi des tentatives pour diriger l'exploitation de pétrole vers le sud de l'Amazonie lors de la prochaine session d'octroi de concessions pétrolières qui aura lieu en 2013.

Avant que les activités pétrolières ne parviennent à cette partie de l'Amazonie, les principales caractéristiques de la zone étaient :

- La chasse, la pêche et la cueillette.
- L'agriculture itinérante, qui avait permis aux peuples indigènes de créer et de conserver des sols productifs dans des zones argileuses où l'agriculture n'était pas possible auparavant, et aussi de générer et de préserver la biodiversité de cette forêt tropicale.
- Des activités culturelles, religieuses et récréatives, grâce à la réglementation de l'utilisation de la terre et au respect du territoire.

Les premières activités économiques dirigées vers les marchés étrangers ont été celles du caoutchouc et du bois. Ensuite, au moment de l'expansion pétrolière de nouvelles aires protégées ont été créées, comme la Réserve de Production de Faune Cuyabeno, le Parc national Yasuní, la Réserve écologique Cayambe-Coca et la Réserve biologique Limoncocha.

Les impacts de l'extraction de pétrole en Amazonie équatorienne ont été bien documentés, principalement à cause du procès contre Chevron-Texaco, entreprise qui a fonctionné pendant 26 ans dans la partie nord-est du pays. Pendant cette période, Texaco a perforé 339 puits sur 430 hectares . Elle a extrait plus de 1 500 millions de barils, deversé des milliards de barils d'eaux

usées et autres déchets toxiques, et brûlé des milliards de pieds cubiques de gaz. S'il est impossible de fixer un prix à la nature, parce que la vie ne peut se mesurer en termes monétaires, les dégâts causés par les activités de l'entreprise ont été estimés à des dizaines de milliards, dus aux écoulements de pétrole, à la mort d'animaux sauvages et domestiques, à l'appropriation de matériaux naturels, à la salinisation des rivières, aux maladies (31/1000 cas de cancer, alors que la moyenne nationale est de 12,3/1000), aux emplois mal payés, et la liste continue...

Le 14 février 2011, la sentence du tribunal après « le procès du siècle » a condamné Chevron-Texaco à payer une amende de 9 500 millions de dollars. Le juge a établi que, si Chevron-Texaco ne présentait pas des excuses en public dans un délai de 15 jours, l'amende serait doublée comme mesure punitive. Le délai a expiré et l'entreprise doit maintenant 19 000 millions de dollars. Il doit s'agir là d'une des plus grosses sommes convenues dans un procès.

La compagnie a refusé de payer, bien qu'elle ait perdu en appel, et le 3 janvier 2012 un tribunal de trois membres a confirmé la première décision (Joseph, 2012).

L'Équateur, un pays pétrolier

Les propositions de moratoire et de territoires sans pétrole sont venues de sources fort variées, qui regroupent des mouvements contre la guerre, contre l'expansion urbaine, le consumérisme, la destruction des océans, la prolifération du cancer et de ses causes, et des mouvements indigènes.

Le déroulement du siècle dernier a rendu évident le fait que les combustibles fossiles, sources d'énergie du capitalisme, détruisent la vie – depuis les territoires d'où on les extrait jusqu'aux océans et à l'atmosphère, qui absorbent les déchets – à cause de leur transformation et de leur consommation. Les océans s'acidifient et l'atmosphère contient chaque jour davantage de gaz à effet de serre. Sous le prétexte de « la sécurité énergétique », les combustibles fossiles augmentent la violence partout dans le monde et, en même temps, créent et maintiennent l'inégalité entre ceux qui paient le prix de l'extraction et ceux qui ont accès à l'énergie.

Au début du 20^e siècle, l'Équateur a commencé à extraire du pétrole, d'abord sur la côte et ensuite dans la région amazonienne. Il a commencé à en exporter dans les années 70. Durant les années 80, les timides efforts de l'Équateur pour créer une économie souveraine, y compris le développement d'industries secondaires, ont été abandonnés quand la crise due à la dette extérieure dans toute l'Amérique latine a conduit à l'imposition d'ajustements néolibéraux qui ont obligé le pays à dépendre d'une économie basée sur la production primaire et l'exportation.

De cette façon, le pétrole est devenu le centre des activités économiques du pays, et l'Équateur a commencé à souffrir du dénommé « mal hollandais », parmi les symptômes duquel figure le déclin d'autres secteurs productifs.

La première phase de l'extraction de pétrole s'est caractérisée par l'absence absolue de contrôle sur les concessions. Ensuite est venue une étape marquée par le nationalisme, où le pétrole a été nationalisé et l'entreprise d'État CEPE a été créée. Durant les premières années, CEPE a formé un consortium avec Texaco. Les gouvernements suivants ont appliqué des politiques néolibérales dans leurs contrats avec des compagnies privées, affaiblissant ainsi la compagnie d'État.

La première zone d'exploitation a été la péninsule de Santa Elena. On ne sait pas quelle quantité de pétrole en a été extraite. Cependant, l'Équateur a été reconnu internationalement comme pays pétrolier quand on a découvert et extrait du pétrole dans la zone amazonienne. Du point de vue de

l'économie politique, les leaders équatoriens feraient bien de tenir compte de l'interaction entre différents facteurs, comme les caractéristiques de l'industrie pétrolière, les territoires et les rapports de pouvoir créés autour du cycle métabolique du pétrole.

D'après Acosta (2009), les activités pétrolières ont divers effets sur la société et l'environnement :

- Considérable génération de revenus.
- Investissements onéreux.
- Accès difficile aux gisements, ce qui implique la construction d'une infrastructure (routes, centrales électriques, aéroports, oléoducs, etc.). Cela conduit à faire naître des dettes, vu que les investissements nationaux demandent d'énormes sommes essentiellement obtenues à partir du système financier : quand un pays vend à l'avance ses barils de pétrole, un pourcentage des revenus sert à payer les dettes antérieures.
- Dépendance technologique : l'Équateur manque de technologie et, par conséquent, dépend d'experts étrangers (par exemple, l'exploration pétrolière a été majoritairement réalisée par Halliburton dans le passé, et l'est aujourd'hui par la compagnie chinoise Sinopec).
- Augmentation de la dépendance et de la consommation nationale de pétrole et de produits dérivés, comme les matières plastiques, le gaz de pétrole liquéfié (GPL) et l'essence.
- Les économies pétrolières n'exercent aucun contrôle sur les variations des prix internationaux sur le marché mondial.
- Il existe de graves effets sociaux et environnementaux qui font naître des processus de résistance locale.
- La souveraineté nationale se voit systématiquement amoindrie, surtout en ce qui concerne les politiques en matière de pétrole, l'abandon de droits dans les contrats, la fixation de prix et le cadre institutionnel qui entoure les activités pétrolières.

L'« extractivisme » du 21 e siècle, du néolibéralisme au capitalisme d'État

Selon Ross (2011), l'Équateur présente beaucoup de caractéristiques communes avec d'autres pays qui dépendent de ressources non-renouvelables.

1. Des institutions faibles, incapables de faire appliquer les lois de façon correcte ni de contrôler les actions du gouvernement.
2. Absence de transparence et de normes qui stimulent un haut degré de discrétion dans le maniement des ressources publiques et des biens communs.
3. Des conflits quant à la distribution des revenus entre des groupes puissants, qui privilégient la recherche de rente et le patrimonialisme. Cela conduit au mélange des secteurs public et privé et, à la longue, fait baisser les investissements et les taux de croissance économique.
4. Des politiques à courte vue.
5. Faibles valeurs des indicateurs sociaux comme l'alphabétisation, la mortalité infantile, etc.

Lors de la période néolibérale (de 1985 à 2007), l'État a offert des conditions très favorables pour les revenus du pétrole, afin d'attirer les investissements étrangers. À partir de 1985, l'Équateur a organisé de nouveaux appels d'offre qui étendaient les limites géographiques de la zone pétrolière vers l'est, vers le Parc national Yasuní. Ces appels d'offre faisaient partie d'une stratégie d'ouverture commerciale qui trouvait son origine dans l'endettement et par conséquent l'obligation de payer les dettes, et dans l'abandon des politiques nationalistes.

Le gouvernement de Rafael Correa, parvenu au pouvoir en 2007, a cessé les remboursements de la dette extérieure et il est plus nationaliste que ses prédécesseurs. Néanmoins, il ne s'est pas éloigné de la logique « extractiviste ». Il s'y est au contraire contenu, du fait que le prix élevé du pétrole offrait la possibilité d'augmenter les revenus du pays, d'investir dans des travaux publics et aussi dans le paiement de bénéfices sociaux.

L'Équateur ne possède pas une capacité de raffinage suffisante. Il exporte donc du pétrole mais importe ensuite des produits dérivés en quantités qui augmentent sans cesse à cause de la

croissance économique. Il est prévu à long terme d'augmenter la capacité de raffinage mais, pour l'instant, l'Équateur a pour objectif d'exporter de plus en plus de pétrole chaque année. Comme les gisements existants sont en voie d'épuisement, cela implique de repousser la frontière pétrolière en zone amazonienne.

A l'intérieur de ces nouvelles frontières pétrolières il y a des aires protégées (comme le parc national Yasuní) et des territoires indigènes, dans la région centre-sud de l'Amazonie. Ces zones contiennent du brut extra-lourd, comme les importantes réserves qui restent dans des territoires indigènes, à Pungarayacú par exemple, et dans d'autres zones des peuples quichuas de la région de Napo. On se livre aussi à une recherche désespérée de pétrole sur le littoral équatorien.

En 2007, les concessions pétrolières couvraient 5 millions d'hectares de l'Amazonie, dont 4,3 millions avaient été octroyés à des compagnies étrangères. En 2011, ces chiffres ont été doublés avec l'incorporation de 20 autres blocs pétroliers. Avec la réélection de Rafael Correa en 2013, on peut supposer que la frontière pétrolière s'étendra vers le sud-est, provoquant de nombreuses plaintes locales. Depuis 2007, le gouvernement de Correa a été le plus « extractiviste » de l'histoire du pays, en ce qui concerne le pétrole mais aussi l'industrie minière.

Aujourd'hui, même dans le gouvernement, continue à prévaloir l'idée que le pétrole et les minéraux sont essentiels pour le développement du pays et pour la satisfaction des droits fondamentaux, comme la santé et l'éducation. Il n'y a eu aucune réflexion démocratique et généralisée sur les limites de l'économie basée sur l'extraction.

Dangers pour Yasuní.

Si le pétrole est exploité à Yasuní ITT, quelques-uns des effets prévisibles sont :

Les produits résiduels

L'industrie pétrolière admet que chaque puits vertical perforé produit 500 m³ de déchets solides et entre 2 500 et 3 000 m³ de déchets liquides.

L'eau produite

L'eau produite est le fluide saumâtre qui est prisonnier dans la roche des gisements pétroliers. C'est de loin le produit toxique le plus abondant de l'industrie pétrolière. Si les gisements pétrolifères d'ITT contiennent 846 millions de barils, leur exploitation rejettera 400 millions de mètres cubes d'eau saumâtre et toxique. Il est impossible d'injecter de nouveau toute cette eau dans les puits, et elle finira inévitablement dans le parc Yasuní.

La déforestation

La déforestation est un des effets habituels des activités pétrolières, dans l'Amazonie et dans d'autres régions du monde. Elle se produit lorsqu'on construit des routes, des campements et des hélicoptères le long des oléoducs et autres installations nécessaires. On calcule que chaque nouvelle route qui se construit touche 100 mètres de forêt de chaque côté, créant ainsi un effet frontière. Les routes interrompent les flux migratoires de la faune sauvage, affectent la distribution de la flore et constituent une menace permanente pour les peuples de la zone. Cependant, la cause de déforestation la plus importante est la déforestation indirecte associée à la construction des routes pour l'entretien de l'infrastructure, et celle provoquée par l'établissement de colons qu'entraîne le projet lui-même.

Sur le bloc 31, les plateformes Apaika et Nenke sont à l'intérieur du parc national Yasuní. Le projet comporte la construction de diverses installations, comme une centrale de traitement, 30 km d'oléoducs, des campements, des héliports aussi bien permanents que temporaires, des lignes de transmission, des routes, 14 puits et 2 plateformes.

Les effets sur le climat

Les activités pétrolières produisent des émissions in situ et ex situ . Elles demandent de grandes quantités de combustibles fossiles. On estime que, pour 10 barils extraits, un est consommé sur le site même. La situation est pire quand le pétrole est plus lourd (comme à Yasuní) et que le puits arrive à la fin de sa vie utile. Le brut lourd doit être pompé, et cela consomme de l'énergie. Finalement, ex situ , brûler le brut d'ITT produirait 407 millions de tonnes de CO 2 .

Ces chiffres ne tiennent pas compte des émissions provenant de la déforestation locale directe et indirecte, ni du brûlage des gaz. L'exploitation de pétrole à ITT multiplierait la construction de routes, la colonisation, les activités illégales comme l'exploitation du bois et la biopiraterie, et pourrait favoriser l'expansion de cultures illicites.

Les effets psychosociaux

En plus de la pollution et de la dévastation de l'environnement, les activités pétrolières perturbent la vie communautaire. Des preuves existent que dans d'autres zones, comme le territoire indigène Waorani, elles ont amené l'alcoolisme et la prostitution, et introduit diverses maladies (certaines mortelles, d'autres bénignes comme l'obésité ou la malnutrition à cause des modifications des habitudes alimentaires).

ITT et le bloc 31 sont situés à l'intérieur du territoire Waorani et des territoires de chasse d'autres peuples indigènes qui vivent en isolement volontaire. Il s'agit de sociétés de chasseurs – cueilleurs qui se déplacent dans une vaste zone à l'intérieur des limites du parc et arrivent parfois jusqu'aux blocs pétroliers. L'activité pétrolière entraîne dans son sillage des maladies, la misère, des conflits et autres maux sociaux. L'occupation territoriale que réalisent les compagnies pétrolières s'accompagne de l'installation de campements militaires, de bars, de bordels, de routes, de petits commerces aux mains d'étrangers, etc. Tout cela provoque des conflits culturels et sociaux pour les peuples natifs.

L'initiative ITT Yasuní : un projet en faveur de la vie

La proposition Yasuní de laisser le pétrole dans le sous-sol a été développée avec l'objectif-clé stratégique d'attaquer de front le modèle de développement pétrolier, en attaquant sa capacité de s'imposer au niveau local, et en faisant parvenir simultanément les critiques jusqu'aux niveaux national et international.

Depuis le début, cela a comporté les arguments et les combats des communautés contre les politiques et les projets pétroliers, ce qui a permis de reconnaître les peuples qui ont résisté et protégé leurs propres territoires, défendant aussi par là-même la planète dans son ensemble.

Au niveau national, l'initiative a comporté une profonde remise en question du modèle « extractiviste ». Au niveau international, son objectif a été de remettre en question les injustices environnementales des marchés du carbone et les politiques néolibérales relatives au changement climatique, qui imposent de fausses « solutions vertes ». La forme la plus directe de réduire les émissions de dioxyde de carbone est de laisser les combustibles fossiles sous terre.

Extrait et adapté de : "The Yasuní – ITT initiative from a Political Economy and Political Ecology perspective", Esperanza Martínez, dans "Towards a Post-Oil Civilization", Rapport n° 6 d'EJOLT. Voir le rapport complet dans: http://www.ejolt.org/wordpress/wp-content/uploads/2013/05/130520_EJOLT6_Low2.pdf.

[index](#)

- Les échanges inégalitaires et pervers entre le Nigeria et les pouvoirs colonialistes des transnationales : des combustibles fossiles aux plantations de palmiers à huile et à REDD



Les combustibles fossiles ont commencé à remplacer le bois comme source d'énergie en Angleterre, au 18 e siècle ; ce changement allait de conserve avec la dénommée « révolution industrielle ». La consommation de combustibles fossiles était déjà considérable à l'époque, et elle avait de très fortes implications non seulement en Angleterre mais aussi très loin de là, au Nigeria, en Afrique. Il existe un lien direct entre l'utilisation croissante de combustibles fossiles pendant cette période-là et le fait que l'Afrique occidentale soit devenue, un siècle plus tard, le centre mondial de l'industrie de l'huile de palme.

Au 19 e siècle, les commerçants britanniques qui cherchaient des opportunités d'affaires le long de la côte africaine ont pu profiter du moteur à vapeur pour ne plus dépendre du vent et des courants. Grâce au moteur à vapeur ils pouvaient remonter le delta du Niger, chose que les bateaux à voile ne leur permettaient pas de faire. D'autre part, ils ont découvert que l'huile de palme, très courante en Afrique occidentale, était un lubrifiant utile et même essentiel pour les roues du moteur à vapeur qui, autrement, ne supporteraient pas la pression et se casseraient. Malgré la résistance des commerçants et des chefs nigériens qui, jusqu'alors, avaient contrôlé le prix de l'huile de palme, les Britanniques ont réussi à les avantager. En remontant le fleuve, ils ont découvert aussi qu'ils pouvaient obtenir du charbon et d'autres matériaux et produits. Ceci a poussé les colonisateurs à investir dans un système de voies ferrées pour transporter ces matériaux et produits jusqu'à la côte. En plus de l'huile de palme, les mines de charbon ont commencé à faire tourner les bateaux à vapeur, les trains et l'économie d'Angleterre. [1]

Jusqu'à la première moitié du 20 e siècle, l'Afrique occidentale était le principal producteur mondial d'huile de palme, et le Nigeria le principal pays producteur. Lorsque l'Indonésie et la Malaisie ont remplacé le Nigeria comme premiers producteurs mondiaux, dans les années 1960, la multinationale britannique-néerlandaise Shell a commencé à exploiter le pétrole à grande échelle dans le delta du Niger. L'industrie pétrolière est devenue la plus importante du Nigeria, mais aussi la

plus destructrice pour les populations du delta du Niger, qui dépendent essentiellement des forêts, des mangroves, des fleuves et des estuaires pour l'agriculture et la pêche qui assurent leur subsistance. Les combats de résistance de ces communautés ont été nombreux, et ils se sont heurtés à la violence et à l'oppression (voir l'éditorial sur la lutte de Ken Saro-Wiwa). Les effets dévastateurs ont été reconnus à l'échelon international. Le PNUÉ (Programme des Nations unies pour l'environnement), par exemple, à la demande du gouvernement nigérian a enquêté en 2011 sur les conséquences de l'extraction de pétrole pour l'environnement et la santé humaine, en se centrant sur Ogoniland, une des principales zones de production pétrolière du delta du Niger. Le rapport du PNUÉ a conclu que « la pollution par le pétrole est généralisée en Ogoniland et elle a des effets graves sur de nombreux éléments de l'environnement », et que « les Ogoni subissent cette pollution quotidiennement ». [2]

De nombreuses transnationales pétrolières, Shell surtout, ont obtenu d'énormes bénéfices aux dépens du peuple nigérian et des Ogoni en particulier. En janvier 2013, un tribunal néerlandais a décidé que Shell devait éliminer la pollution pétrolière à Ikot Ada Udo, indemniser les victimes et éviter de nouveaux déversements de pétrole. [3] Ce fut un cas unique car, pour la première fois, une multinationale néerlandaise était jugée dans un tribunal néerlandais pour les actions d'une de ses filiales, Shell Nigeria, dans un pays étranger. Néanmoins, beaucoup d'autres communautés attendent une décision similaire, qui reconnaisse la responsabilité de Shell dans la dévastation causée par l'extraction de pétrole et qui exige à la compagnie de payer au moins le nettoyage, puisque beaucoup de zones ont été si ravagées que leur restauration prendra des siècles. Dans cette situation se trouvent, par exemple, les villages d'Oruma et de Goi : leurs habitants ont été victimes de la même destruction environnementale que ceux d'Ikot Ada Udo, mais le tribunal n'a pas considéré que Shell en soit responsable. Les agriculteurs nigériens et les Amis de la Terre – Pays Bas ont annoncé qu'ils allaient appeler de cette décision. [3] Pendant ce temps, Shell et d'autres grandes entreprises continuent d'affirmer que les responsables des nombreux déversements de pétrole sont ceux qui commettent des vols et des sabotages. Pourtant, un rapport récent d'Amnesty International basé sur six mois de recherches sur le terrain a confirmé que cet argument de l'entreprise n'a pas de « fondement légitime ». En outre, le rapport affirme que si des actions de ce genre ont lieu, « la responsabilité de protéger les installations pétrolières revient surtout à l'entreprise ». [4]

Tandis que continue la production de pétrole, les plantations industrielles de palmiers à huile se multiplient à nouveau dans le pays. Cette expansion est stimulée, de façon indirecte, par les combustibles fossiles, en raison de la recherche de combustibles alternatifs que font les pays du Nord afin de maintenir leur énorme consommation d'énergie. Parmi ces options de recharge figurent les agrocarburants et aussi l'huile de palme, l'huile végétale la moins chère du marché mondial. Elle a été identifiée comme une « matière première » fondamentale pour répondre à la demande croissante d'huiles végétales de l'UE, qui a des objectifs obligatoires à atteindre d'ici 2020 quant à l'utilisation d'énergie « renouvelable ». Des entreprises asiatiques, mais aussi européennes et états-uniennes, se sont mises à accaparer des terres au Nigeria et dans toute l'Afrique pour des plantations industrielles de palmiers à huile, et les plans et projets annoncés mi-2013 portent sur plus de 4 millions d'hectares.

Au Nigeria, la principale zone d'investissement est l'État de Cross River, situé dans le sud-est, où se trouve la dernière forêt tropicale qui reste dans le pays. C'est là que le premier producteur mondial d'huile de palme, Wilmar (Singapour–USA) a commencé il y a quelques années à élargir ses plantations sur les terres des communautés indigènes Ibiae. La première acquisition faite par Wilmar par l'intermédiaire de sa filiale Biase Plantations est une propriété de 5 500 hectares, qui

comprend 3 000 hectares de forêt ; le reste est occupé par de vieilles plantations de palmiers à huile qu'on est en train de replanter. L'ONG de Calabar, RRDC, a montré que cette privatisation de terres préalablement domaniales a provoqué des violations des droits de l'homme, la dévastation de l'environnement et la violation de lois et réglementations municipales et fédérales. Or, rien de tout cela n'a empêché l'entreprise d'affirmer que ses plantations adhèrent aux principes et critères de la RSPO. Le fait qu'un membre de la RSPO, comme Wilmar, fasse des plantations de palmiers à huile à grande échelle met en danger l'avenir et la survie de la communauté indigène Ibiae. Néanmoins, Wilmar continue d'avancer en envahissant des dizaines de milliers d'hectares de forêt et de terres communales, et elle et d'autres en font de même dans d'autres pays africains. [5]

Cette expansion rapide des plantations industrielles dans l'État de Cross River et dans les régions et pays voisins a poussé des représentants d'organisations du Nigeria, de Sierra Leone, du Liberia, du Bénin, de Côte d'Ivoire, du Cameroun, de RDC et du Gabon, ainsi que d'Indonésie, d'Europe et des Amériques, à se réunir à Calabar pour parler de l'expansion des plantations de palmiers à huile dans le continent africain et pour prévoir des plans et des activités en commun. Pendant quatre jours – du 2 au 5 novembre 2013 – ils ont échangé des expériences, analysé la situation du continent et appris ce qu'étaient devenues les promesses des entreprises de palmiers à huile lorsqu'elles s'étaient installées en Indonésie, premier producteur mondial d'huile de palme. Les participants ont réitéré leur décision d'unir leurs forces pour faire cesser l'expansion actuelle des plantations industrielles de palmiers à huile et de poursuivre la lutte pour défendre les territoires et les économies des peuples. Ils ont rédigé une déclaration qui est disponible sur http://wrm.org.uy/highlighted_post/declaration-de-calabar/.

En plus de l'expansion du palmier à huile, des projets REDD+ menacent aussi d'envahir des terres communales dans l'État de Cross River. Ils appartiennent aux gouvernements étatique et fédéral et font partie d'un programme pilote sur REDD financé par des agences de l'ONU, par le biais du programme UNREDD. Les communautés qui habitent dans les zones de forêt visées par ces projets se plaignent de n'être pas informées alors que leurs activités traditionnelles sont en danger, d'après ce qui est en train d'arriver à beaucoup d'endroits du monde où d'autres projets REDD+ font perdre aux communautés le contrôle de leurs territoires.

Ce bref résumé met en lumière une histoire d'échanges inégalitaires de « produits » : huile de palme, charbon, pétrole, huile de palme encore et, plus récemment, l'invention dénommée « crédits de carbone ». Tous jouent un rôle dans le processus historique de pillage lucratif pratiqué par de grandes entreprises britanniques, néerlandaises et d'ailleurs, qui se sont intéressées à l'énergie et à d'autres « ressources » naturelles du Nigeria pour accroître leurs profits tout en créant une demande toujours plus grande en faveur d'un modèle de production industrialisée et de consommation fondé sur l'utilisation non durable de combustibles fossiles. Ce qui rend encore plus pervers les derniers développements de cette histoire est que, si le Nigeria n'était au départ qu'une source de combustible et d'énergie bon marché pour les Européens et surtout pour l'industrie britannique, à présent les forêts et les mangroves qui avaient survécu à la dévastation pétrolière et huilière sont envahies pour « résoudre » la crise climatique dérivée du volume de charbon, de pétrole et de gaz qui a été brûlé pendant les deux derniers siècles. La perversité réside dans le fait que ces projets de plantation d'arbres et de REDD, censés « économiser » du carbone, ne sont pas en train de résoudre la crise climatique parce que ce sont des solutions fausses ; ils créent l'illusion de combattre la crise climatique alors qu'en fait ils déplacent les émissions d'un endroit à l'autre. [6] Au Nigeria, les projets de ce genre apportent à la population davantage de problèmes et s'ajoutent à la liste des nombreuses violations que l'on commet pour produire de l'énergie.

Sources :

[1] Basé sur un exposé d'Andreas Malm, de l'université de Lund, Suède, au cours d'un atelier organisé par EJOLT (www.ejolt.org) en mars 2013 au Nigeria.

[2] http://postconflict.unep.ch/publications/OEA/UNEP_OEA_ES.pdf .

[3] <http://wrm.org.uy/articles-from-the-wrm-bulletin/section2/nigeria-dutch-court-condemns-shell-but-more-justice-is-needed/> .

[4] <http://www.bbc.co.uk/news/world-africa-24839324> .

[5] http://wrm.org.uy/wp-content/uploads/2013/08/Palmier_a_huile_en_Afrique_2013.pdf .

[6] <http://wrm.org.uy/books-and-briefings/10-things-communities-should-know-about-redd/> .

[index](#)

- Des sociétés non pétrolières : pour défendre les forêts et les droits des peuples, pour l'harmonie entre les êtres humains et avec la nature



Les activités pétrolières, dans toutes leurs étapes, ont des effets sur la société et l'environnement, aux niveaux local et mondial. C'est pourquoi il est devenu impératif de parler de la non-exploitation du pétrole pour les organisations et les mouvements sociaux qui voyaient leurs territoires dévastés par l'extraction de combustibles fossiles. Cette nouvelle option doit se fonder sur la souveraineté énergétique, comme une occasion pour que les pays et les peuples maîtrisent leur espace, leur culture et leur avenir, et elle inclut la maîtrise de tout le processus énergétique à partir d'énergies non polluantes, décentralisées, renouvelables, diverses et à faible impact.

Les premiers pas

Le débat international à propos des effets négatifs des activités pétrolières a pris de l'ampleur dans les années 1990 lorsque, d'une part, un groupe d'habitants de l'Amazonie équatorienne a intenté un procès aux États-Unis contre l'entreprise Texaco en raison des impacts écologiques et sociaux de ses activités, et, d'autre part, Ken Saro-Wiwa et d'autres militants ont été exécutés au Nigeria. Avant ces événements, le déversement de pétrole de l'Exxon Valdez en 1989 avait fait la une mais en tant que fait isolé et parce qu'il avait eu lieu en Alaska.

Ce qui se passait en Équateur et au Nigeria était le reflet de ce qui arrivait à divers endroits : depuis

de nombreuses années, les communautés prenaient des initiatives face à l'avancée des entreprises pétrolières et elles étaient tout à fait conscientes des répercussions de ces activités sur les droits des peuples et sur l'environnement.

Les deux faits mentionnés ont donné lieu aussi à la constitution du réseau Oilwatch, en février 1996, à Quito, Équateur. Dans plusieurs pays – Guatemala, Colombie, Brésil, Cameroun, Nigeria, Indonésie, Birmanie, Pérou, Mexique, Équateur – on réfléchissait au besoin de freiner l'expansion de la frontière pétrolière au détriment de zones fragiles et de territoires indigènes.

À toutes les étapes, les activités pétrolières ont des effets négatifs, au niveau local et mondial, sur la société et l'environnement, depuis la première incursion des représentants de l'entreprise chargés des relations publiques, en passant par l'exploration, l'extraction, le transport et le raffinage, et jusqu'à la combustion des divers combustibles ou la fabrication de matières plastiques et de produits agricoles toxiques. La diminution des forêts en est une des conséquences. Dans le cas de Texaco en Équateur, on estime que plus d'un million d'hectares ont été déboisés en ouvrant des voies pour les essais sismiques, en installant des plateformes, en construisant des routes, des campements et d'autres installations. Le problème est semblable dans d'autres pays.

Ainsi, il est devenu indispensable pour les organisations locales et les mouvements sociaux qui voyaient leurs territoires dévastés par l'extraction de combustibles fossiles de parler de la non-exploitation du pétrole.

La résistance a été la première mesure proposée. Diverses tactiques ont été utilisées : expulser les entreprises pétrolières ou empêcher leur entrée, intenter des procès, associer l'opposition au pétrole avec d'autres thèmes, comme la défense de la biodiversité, les droits de l'homme, la dette, la bataille contre le pouvoir des transnationales ou le changement climatique. C'était le début d'une lutte entre la vie et la mort.

En 1997 déjà, à Kyoto, Oilwatch et des centaines d'organisations avaient demandé la suspension de la prospection de pétrole, de gaz et de charbon. En 2002, pendant le Sommet de Rio+10, la suspension des activités pétrolières a été la proposition centrale d'Oilwatch : « Les preuves scientifiques qui démontrent que le changement climatique est provoqué par la combustion de combustibles fossiles sont indéniables [...] Oilwatch demande donc un moratoire sur les activités pétrolières. Ce moratoire peut provenir des sphères gouvernementales [...] et du niveau communautaire, grâce à la décision souveraine des peuples qui, par des activités de résistance, luttent pour que leurs territoires traditionnels ne soient pas ouverts à de nouvelles explorations de pétrole ». Le moratoire pourrait être exercé grâce à la déclaration de zones intangibles ou de zones sans pétrole.

L'option alternative devait partir de la souveraineté énergétique, considérée comme la possibilité que les pays et les peuples aient le contrôle de leur milieu, de leur culture et de leur avenir, et elle devait inclure la maîtrise de tout le processus énergétique, y compris l'obtention et la transformation, en se centrant sur des énergies non polluantes, décentralisées, renouvelables, diverses et à faible impact.

En 2004, en Malaisie, Oilwatch, les Amis de la Terre et le WRM ont présenté une déclaration commune où ils mettaient au clair qu'il était indispensable d'arrêter les activités extractives telles que les mines et l'exploitation du pétrole, afin de protéger les forêts, la biodiversité et les droits des peuples indigènes. Mais c'est en juin 2005, à Montecatini (première réunion du Groupe spécial d'experts en aires protégées), puis en décembre 2005 à Montréal (CdP 11 de la Convention-cadre

sur le changement climatique et SBSTA 23 de la Convention sur la diversité biologique) que la voie vers une civilisation post-pétrolière est clairement présentée. L'appel écologiste international proposait d'associer la conservation de la biodiversité, des sols et de l'air, le changement climatique et les droits des peuples, les peuples indigènes en particulier, dans une stratégie commune, et de laisser le pétrole enfermé dans le sous-sol. Le premier pas pourrait concerner un endroit spécifique comme le Parc national Yasuní, en Équateur. L'initiative Yasuní devenait ainsi le phare de la résistance dans son chemin vers l'avenir.

Depuis, le projet Yasuní a mûri et il est devenu peut-être la proposition la plus concrète vers une civilisation non pétrolière. Il permet de passer de la rhétorique à la pratique, du cynisme des pourparlers sur le climat à des solutions concrètes, de l'obscurité à une nouvelle utopie pour les mouvements de gauche qui ne trouvaient pas d'issue, de la déception à l'illusion pour la jeunesse.

C'est pour cela que d'autres organisations l'ont adopté, qu'il a été si bien accueilli par la communauté internationale et que quelques gouvernements du monde l'ont regardé avec beaucoup de sympathie. Mais c'est en Équateur que l'idée a pris le mieux : 75 % des Équatoriens disent qu'il faut protéger ce qui reste du Yasuní et que, pour y parvenir, il faut cesser d'extraire du pétrole dans le bloc 43-ITT.

Le projet Yasuní est né en Équateur avec quatre objectifs :

- ne pas extraire 840 millions de barils de pétrole et, ce faisant, ne pas émettre plus de 400 millions de tonnes de CO₂ ;
- protéger les territoires des peuples volontairement isolés ;
- protéger les forêts, les fleuves et la biodiversité de la zone ;
- faire le premier pas vers un Équateur sans pétrole.

La proposition de ne plus extraire de pétrole, en Équateur et dans le monde, impose un débat sur les problèmes associés au pétrole, au-delà du marché, de la technologie, de la compensation, de la corruption ou de la distribution des bénéfices. Elle implique de se demander à quel type de société nous voulons appartenir.

Le projet Yasuní et la défense des forêts et des droits des peuples

Les rapports entre l'extraction d'hydrocarbures fossiles et les forêts ont plusieurs aspects. Comme nous l'avons dit, l'un d'eux est la perte de forêts due à l'abattage direct ou à la déforestation indirecte dans les zones pétrolières. Or, cette perte est due aussi aux mécanismes REDD, une des fausses solutions du changement climatique, qui intègre les forêts au marché du carbone et d'autres services environnementaux. Le système REDD permet que les zones boisées que les communautés indigènes ont protégées soient transformées en crédits de carbone, c'est-à-dire en permis de polluer. Dans la pratique, ce système permet que l'on continue d'extraire et de brûler du pétrole dans le monde.

C'est pourquoi le fait de classer certains endroits comme zones sans extraction pétrolière, le Yasuní par exemple, non seulement évite que la consommation de pétrole augmente mais libère également les forêts du rôle de fournisseurs de services environnementaux.

En plus de provoquer la perte des forêts, l'exploitation des hydrocarbures fossiles est la cause

directe de violations des droits de l'homme. Pour faire avancer la frontière pétrolière, la première chose qui arrive est que les responsables des rapports avec les communautés débarquent sur les lieux sans prévenir personne, avec arrogance et sans respecter les processus locaux de prise de décisions. Dans la plupart des cas, les peuples se retrouvent devant de grosses machines prêtes à fonctionner. Une fois en activité, les entreprises pétrolières provoquent une pollution qui a de graves conséquences pour la santé, détruisent les écosystèmes qui sont le moyen de subsistance de la population, rompent le tissu social et détériorent les rapports communautaires. Les impacts qu'elles produisent sont très nombreux et ils ont été documentés en abondance. Pour cette raison, la proposition de laisser le pétrole dans le sous-sol vise à mettre fin à la privation de droits que subissent les populations locales.

En outre, dans le cas de l'Équateur, l'initiative Yasuní-ITT entend respecter le souhait des peuples Tagaeri et Taromene de vivre en isolement volontaire.

Le projet Yasuní, la justice climatique et les nouvelles relations internationales

Les peuples indigènes qui s'opposent au pétrole et qui défendent leurs forêts, leurs terres et leurs territoires sont en train de construire des sociétés non pétrolières et d'aider l'humanité, car ils contribuent à freiner le changement climatique.

Suivant le principe des responsabilités communes mais différenciées, les pays industrialisés du Nord ont l'obligation de réduire la pollution in situ. Les pays du Sud qui ont des forêts, comme l'Équateur, ont la responsabilité de les protéger et de respecter les droits des peuples qui les habitent et en prennent soin, et de reconnaître la décision des communautés qui ne veulent pas d'exploitation pétrolière dans leurs territoires.

La proposition Yasuní constitue aussi un moyen d'exercer la justice climatique et environnementale, car elle implique d'apporter aux peuples vulnérables réparation sociale et environnementale, de restituer les droits perdus et de récupérer les territoires pour que la vie puisse s'y reproduire. Une société sans pétrole doit considérer le remboursement de la dette écologique générée par les désastres climatiques et s'engager à éviter que ces problèmes se reproduisent, comme une forme de justice.

Quand l'Équateur a lancé l'initiative Yasuní-ITT en 2007, il prétendait, entre autres choses, mettre fin aux rapports de domination, de spoliation et de racisme environnemental. Il fallait reconnaître à ce petit pays le courage de ne pas extraire de pétrole et se solidariser avec lui dans cet effort. La coopération internationale pouvait changer de cap de façon radicale, au lieu de favoriser l'endettement, la dévastation comme affaire lucrative, l'utilisation des pays du Sud comme puits de carbone, les interventions militaires et l'impunité des entreprises du Nord fonctionnant dans le Sud.

La proposition Yasuní : sumak kawsay vs capitalisme

Du fait que le capitalisme, dans sa phase supérieure, est enchaîné au pétrole, il faut changer aussi son économie, sa technologie, les institutions et les bases de la société pétrolière. Pour mettre en route ce changement, il faut enlever au capitalisme son principal combustible : le pétrole. Il ne suffit pas d'attendre que le changement se produise au niveau de la consommation ; il faut boucher la source.

Le fait de concevoir une société sans pétrole nous permet de mettre en évidence les contradictions du capitalisme et de mettre en question le développement. Des contradictions comme celle qui

oppose la technologie à la nature, ou la valeur d'échange à la valeur intrinsèque (y compris celle du pétrole, qui a une valeur intrinsèque à l'endroit où il est enterré), doivent être résolues à mesure que l'on avance dans la société sans pétrole.

À propos de l'énergie, nous voyons aujourd'hui qu'elle se manifeste sous forme de mouvement, de chaleur ou d'électricité, et qu'elle est nécessaire. Pourtant, pour divers peuples et cultures cela se passe autrement. Les peuples indigènes et paysans considèrent l'énergie du point de vue de l'alimentation, de la santé et des territoires en bon état. Pour les peuples traditionnels, l'énergie a des rapports avec le temps, l'espace et les relations. L'énergie n'est pas rare, il n'y a pas de crise énergétique, parce qu'elle est infinie dans leurs territoires. Ce qui se passe, c'est qu'on la vole et qu'on introduit des énergies différentes. Par exemple, on extrait de l'énergie du pétrole (inoffensif tant qu'il est sous terre) pour introduire ensuite une énergie transformée : automobiles, électricité, produits agricoles toxiques, ordures plastiques ; ou bien on s'empare de l'énergie des peuples en introduisant chez eux des modes de vie « immédiatistes » et violents, qui rompent les rapports des êtres humains entre eux et avec la nature.

Les activités pétrolières sont parmi les plus dévastatrices des activités humaines. Elles supposent de perforer les entrailles de la terre et de provoquer des fractures dans le monde souterrain ; à la surface, elles détruisent la vie sous toutes ses formes. Une société sans pétrole doit reconstruire la souveraineté dans les domaines de la santé, de l'alimentation, de la culture, de la technologie et, aussi, de l'énergie.

Le *sumak kawsay*, une philosophie andine, désigne les rapports harmonieux entre les êtres humains et avec la nature. Beaucoup de peuples indigènes du monde ont ce même principe, avec des noms différents. Mais la prémisse est que le *sumak kawsay* doit être sans pétrole.

Ivonne Yáñez, Acción Ecológica / Oilwatch Sudamérica Ecuador, sudamerica@oilwatch.org.

[index](#)

LES GENS SE METTENT À L'OEUVRE

- Des organisations africaines exigent à Obama de cesser de promouvoir l'énergie polluante par l'intermédiaire de Power Africa

En novembre 2013, au moment de la conférence de l'ONU sur le climat qui avait lieu à Varsovie, 75 organisations africaines de 18 pays ont envoyé au président Obama une lettre concernant son initiative Power Africa qui augmentera l'accès de l'Afrique à l'énergie électrique. Cependant, le programme est censé avantager les grandes entreprises des USA, et il implique d'accroître l'extraction et l'exploitation de combustibles fossiles plutôt que d'encourager la production décentralisée d'énergie renouvelable, réellement écologique et sous le contrôle des communautés. Les signataires de la lettre rejettent ces projets de combustibles polluants parce qu'ils ont des effets dévastateurs sur les communautés locales, sur la santé et sur l'environnement.

La lettre a été publiée au moment où le monde commémorait l'anniversaire du meurtre du militant nigérian Ken Saro-Wiwa, condamné à mort le 10 novembre 1995 par la junte militaire au pouvoir pour avoir parlé contre les activités dévastatrices de Shell en matière d'énergie polluante dans la région nigériane du delta du Niger.

Cette lettre est disponible à l'adresse <http://www.foe.org/news/archives/2013-11-75-african-groups->

- Équateur : référendum sur le Yasuní

Le gouvernement ayant décidé d'abandonner l'initiative de laisser le pétrole dans le sous-sol du Yasuní, et de commencer à l'extraire dans les zones dénommées ITT (ISHPINGO, TAMBOCOCHA et TIPUTINI), l'organisation de jeunes YASunidos a proposé d'exiger que la décision soit adoptée au référendum, comme prévu dans la Constitution.

Cette proposition bénéficie d'un fort soutien et elle a donné lieu à une grande mobilisation pour réunir les 600 000 signatures de ressortissants équatoriens qui rendront possible la réalisation du référendum.

Que le pétrole reste dans le sous-sol !

<https://www.facebook.com/pages/Yasun%C3%AD-a-Consulta-Popular/714907461869771>

- Actions en Afrique contre l'énergie polluante. Déclaration de Calabar contre l'expansion industrielle du palmier à huile dans l'Afrique.

Le Réseau contre REDD en Afrique (NRAN) a lancé une « Semaine d'action contre les fausses solutions », du 2 octobre à 4 novembre. Cette activité, à laquelle s'est joint le mouvement de convergence globale Reclaim Power! (<http://reclaimpower.net/>), s'oppose à « l'énergie sale » et aux entreprises qui essaient de se donner une image écologique en proposant de fausses solutions, telles que REDD, le commerce du carbone, le MDP, « l'économie verte », la compensation de biodiversité, la technologie CCS, la géo-ingénierie et, bien entendu, le « charbon propre ».

Dans le cadre de cette semaine d'action, l'organisation Justiça Ambiental a organisé la projection d'un film et un débat sur l'énergie polluante, sur REDD et sur d'autres solutions fausses, dans le Musée d'histoire naturelle (Museu) de Maputo, au Mozambique.

De même, du 1^{er} au 5 novembre a eu lieu une rencontre internationale stratégique organisée par le Mouvement mondial pour les forêts tropicales (WRM) et accueillie par le Rainforest Resource and Development Centre (RRDC) dans l'État de Cross River (« point zéro » de REDD au Nigeria) pour discuter des impacts de l'expansion industrielle du palmier à huile sur l'intégrité écologique et sociale d'Afrique.

- Des femmes amazoniennes défendent la forêt contre le danger du pétrole

Des femmes amazoniennes ont essayé de se réunir avec le président de l'Équateur et les membres du parlement équatorien. Après une longue attente elles ont été reçues et elles ont remis une pétition officielle où elles dénoncent l'expansion de la frontière pétrolière en Amazonie,

l'absence de consultation préalable, libre et informée, et les effets particuliers de la production pétrolière sur les femmes. Pourtant, la pétition n'a pas reçu de réponse concrète et il n'est pas resté de trace écrite de la liste des présents, de sorte que les femmes considèrent que leur déclaration n'a pas été prise en compte dans l'agenda du jour.

Aux tentatives d'invasion des territoires indigènes par les entreprises pétrolières on oppose une proposition centrée sur la coexistence et sur la conservation de la forêt, dénommée « Kawsak Sacha » (Forêt vivante). Il s'agit d'un projet de préservation collective, de conservation et de coexistence de la forêt amazonienne, et elle considère le territoire comme sacré et comme patrimoine culturel des peuples originaires.

Publié dans : <http://www.salvalaselva.org/noticias/5474/mujeres-amazonicas-defienden-la-selva-para-la-vida>.

[index](#)

RECOMMANDATIONS

- "Silence is Treason. Remembering Saro-Wiwa and other martyrs" (Le silence est une trahison. En souvenir de Saro-Wiwa et d'autres martyrs), http://nnimmo.blogspot.com/2013/11/silence-is-treason-remembering-saro_9.html#!2013/11/silence-is-treason-remembering-saro_9.html.

[index](#)

- "Bleeding Oil" (Pétrole sanglant), documentaire sur le désastre écologique provoqué au Nigeria par les transnationales pétrolières, <http://www.youtube.com/watch?v=KTJAGIYAJZA>

[index](#)

- "To cook a continent" (Pour cuisiner un continent), l'industrie pétrolière en Afrique, Nnimmo Bassey, <http://www.homef.org/content/cook-continent>.

[index](#)

- "The COP19 Guide to Corporate Lobbying. Climate crooks and the Polish government's partners in crime" (Guide du lobbying des transnationales pendant la CdP 19. Les escrocs du climat et les complices du gouvernement), Observatoire européen des entreprises et TNI, http://www.tni.org/sites/www.tni.org/files/download/cop19_guide_to_corporate_lobbying-with_references.pdf

[index](#)

- "¿Por qué luchar contra el fracking?" (Pourquoi lutter contre la fracturation hydraulique ?) vidéo en espagnol avec sous-titres en anglais et en français, <http://www.argentalibredefracking.org/>

[index](#)

- "Eucalyptus Plantations for Energy: A Case Study of Suzano's plantations for wood pellet exports in the Baixo Parnaíba region, Maranhão, Brazil" (Plantations d'eucalyptus pour produire de l'énergie : étude de cas sur les plantations de Suzano pour l'exportation de pellets de bois dans la région du Baixo Parnaíba, Maranhão, Brésil), <http://wrm.org.uy/books-and-briefings/eucalyptus-plantations-for-energy-a-case-study-of-suzanos-plantations-for-wood-pellet-exports-in-the-baixo-parnaiba-region-maranhao-brazil/>, WRM, extrait du rapport de Biofuelwatch "Biomass: The Chain of Destruction" (Biomasse : la chaîne de destruction), <http://wrm.org.uy/other-relevant-information/biomass-the-chain-of-destruction/>.

[index](#)
